

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg

Samedi, 11 août 1906.

N. 49.

Samstag, 11. August 1906.

Loi du 7 août 1906, concernant la majoration des traitements du personnel enseignant des écoles primaires

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 24 juillet 1906, et celle du Conseil d'Etat du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les écoles primaires communales du Grand-Duché sont divisées en quatre classes.

Sont rangées :

1^o dans la 1^{re} classe, celles des localités ayant dix écoles, ou plus ;

2^o dans la 2^e classe, celles des localités ayant de cinq à neuf écoles et celles des chefs-lieux de canton ayant moins de cinq écoles, à l'exception de Capellen ; enfin celles des localités ayant actuellement une école primaire supérieure et moins de cinq écoles ;

3^o dans la 3^e classe, celles des localités ayant trois ou quatre écoles ;

4^o dans la 4^e classe, celles des localités ayant moins de trois écoles.

Le classement d'un ressort scolaire composé d'écoles établies dans des localités différentes sera fait par le Directeur général du service afférent, la Commission d'instruction et le con-

Geetz vom 7. August 1906, die Erhöhung der Gehälter des Lehrpersonals der Primärschulen betreffend.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 24. Juli 1906, und derjenigen des Staatsrathes vom 27. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Gemeindeprimärschulen des Großherzogthums sind in vier Klassen eingetheilt.

Es gehören :

1^o zur ersten Klasse, die Schulen der Ortschaften mit zehn oder mehr Schulen ;

2^o zur zweiten Klasse, diejenigen der Ortschaften mit fünf bis neun Schulen, sowie der Kantonshauptorte mit weniger als fünf Schulen, mit Ausnahme von Kapellen ; ferner der Ortschaften mit weniger als fünf Schulen in welchen zur Zeit eine Oberprimärschule besteht ;

3^o zur dritten Klasse, die Schulen der Ortschaften mit drei oder vier Schulen ;

4^o zur vierten Klasse, diejenigen der Ortschaften mit weniger als drei Schulen.

Die Klassirung eines Schulbezirks, zu welchem Schulen verschiedener Ortschaften gehören, geschieht durch den zuständigen Generaldirector nach Anhörung der Unterrichts-Commission und

seil communal entendus. Les écoles de ces ressorts pourront même être assimilées à celles de la 1^{re} classe.

Art. 2. Les traitements du personnel enseignant sont fixés par le conseil communal, sous l'approbation du Directeur général du service afférent.

Néanmoins, tout instituteur, toute institutrice, proposé à une école primaire communale, a droit à un minimum de traitement.

Art. 3. Le minimum du traitement communal des instituteurs et institutrices laïques brevetés des écoles primaires communales du Grand-Duché consistera :

1^o en un minimum de traitement fixe (variant selon la classe à laquelle appartient l'école ;

2^o en une rétribution scolaire mensuelle de 75 centimes par élève, pour tout enfant susceptible de fréquenter l'école au-dessus du nombre de quarante.

Art. 4. Le minimum du traitement fixe dû conformément à l'article précédent, indépendamment des rétributions scolaires, sera :

<i>Pour les instituteurs</i>	
de l'école de la 4 ^e classe . . .	fr. 1200.
— 3 ^e — . . .	» 1500.
— 2 ^e — . . .	» 1800.
— 1 ^{re} — . . .	» 2100.

<i>Pour les institutrices :</i>	
de l'école de la 4 ^e classe . . .	fr. 1000.
— 3 ^e — . . .	» 1200.
— 2 ^e — . . .	» 1400.
— 1 ^{re} — . . .	» 1500.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux instituteurs et institutrices des degrés inférieurs au premier, dans les localités dont les écoles sont divisées en plusieurs degrés.

Art. 5. Les traitements des instituteurs et institutrices des degrés inférieurs au premier dans les localités dont s'agit à la fin de l'article précédent, seront fixés de manière à répondre équitablement aux gradations établies entre les

des Gemeinderathes. Die Schulen solcher Bezirke können sogar denjenigen der ersten Klasse gleichgestellt werden.

Art. 2. Die Gehälter des Lehrpersonals werden durch den Gemeinderath, vorbehaltlich der Genehmigung des zuständigen Generaldirectors festgesetzt.

Jedoch hat jeder Lehrer und jede Lehrerin einer Kommunal-Primärschule Anspruch auf ein Gehaltsminimum.

Art. 3. Das Minimum des Kommunal-Gehaltes der brevetirten Lehrer und weltlichen Lehrerinnen der Kommunal-Primärschulen des Großherzogthums besteht :

1^o aus einem fixen mit der Klasse, zu welcher die Schule gehört, wechselnden Gehaltsminimum ;

2^o aus einer Schulgebühr von 0,75 Fr. monatlich für jedes über die Schülerzahl von vierzig hinausgehende schulpflichtige Kind.

Art. 4. Abgesehen von diesem Schulgeld beträgt das gemäß dem vorigen Artikel geschuldete fixe Gehaltsminimum :

<i>Für den Lehrer an einer Schule</i>	
der 4. Klasse	1200 Fr.
der 3. Klasse	1500 Fr.
der 2. Klasse	1800 Fr.
der 1. Klasse	2100 Fr.

<i>Für die Lehrerin an einer Schule</i>	
der 4. Klasse	1000 Fr.
der 3. Klasse	1200 Fr.
der 2. Klasse	1400 Fr.
der 1. Klasse	1500 Fr.

In den Ortschaften, deren Schulen in mehrere Grade eingetheilt sind, finden die Bestimmungen gegenwärtigen Artikels keine Anwendung auf Lehrer und Lehrerinnen der Grade unter dem ersten.

Art. 5. Die Gehälter der Lehrer und Lehrerinnen an den Schulen unter dem ersten Grade in den am Schluß des vorhergehenden Artikels erwähnten Ortschaften werden so festgesetzt, daß sie in billiger Weise der durch die

écoles par la délibération organique de ces dernières et, en tout cas, de manière qu'aux taux ci-après de traitement fixe minimum des instituteurs et des institutrices du premier degré correspondent au moins les taux suivants de traitement fixe minimum pour le dernier degré, à savoir :

<i>Pour les instituteurs</i>		Premier degré. Dernier degré.
des écoles de la 1 ^{re} classe	fr.	2100 — 1700.
— 2 ^e —		» 1800 — 1400.
— 3 ^e —		» 1500 — 1300.
<i>Pour les institutrices</i>		
des écoles de la 1 ^{re} classe	fr.	1500 — 1200.
— 2 ^e —		» 1400 — 1100.
— 3 ^e —		» 1200 — 1000.

Les minimum de traitement fixe des degrés intermédiaires entre le premier et le dernier seront établis comme suit: l'écart existant entre le traitement minimum fixe du premier degré et le traitement minimum fixe du dernier degré sera partagé d'une manière égale entre tous les degrés postérieurs au premier, et réparti ensuite entre ceux-ci d'après leurs rangs respectifs, de façon que le traitement minimum fixe de chaque degré soit également distant du traitement minimum fixe du degré qui le précède et du traitement fixe minimum du degré qui le suit.

Le conseil communal assignera, dans la délibération organique des écoles, aux divers instituteurs et institutrices le degré dans lequel ils sont à classer pour l'application du présent article.

Art. 6. Toute institutrice religieuse brevetée d'une école primaire a droit, indépendamment du logement avec mobilier, à un minimum de traitement annuel de 800 fr., quel que soit le nombre des élèves susceptibles de fréquenter les écoles.

Si les institutrices religieuses d'une localité sont à plusieurs, le traitement minimum de l'une d'elles sera de 800 fr., et celui de chacune des autres de 700 fr.

Il est dû de plus à l'institutrice religieuse une

Schulorganisation aufgestellten Stufen-Einteilung der Schulen entsprechen, und zwar so, daß den hiernächst folgenden fixen Gehalts-Minimalklassen für Lehrer und Lehrerinnen an Schulen des ersten Grades wenigstens nachstehende Minimalätze fixen Gehalts für den letzten Grad entsprechen, nämlich :

<i>Für die Lehrer</i>		1ter Grad. 2ter Grad.
der Schulen der 1. Klasse	2100 — 1700 Fr.	
— 2. —	1800 — 1400 Fr.	
— 3. —	1500 — 1300 Fr.	
<i>Für die Lehrerinnen</i>		
der Schulen der 1. Klasse	1500 — 1200 Fr.	
— 2. —	1400 — 1100 Fr.	
— 3. —	1200 — 1000 Fr.	

Die fixen Gehaltsminima der Mittelgrade zwischen dem ersten und dem letzten werden folgendermaßen festgestellt: der zwischen dem fixen Gehaltsminimum des ersten Grades und demjenigen des letzten bestehende Abstand wird gleichmäßig unter alle dem ersten Grad nachstehenden Grade vertheilt, und zwar auf Grund ihres resp. Ranges, so daß das fixe Gehaltsminimum eines jeden Grades gleichmäßig von dem Gehaltsminimum des ihm übergeordneten und des ihm untergeordneten Grades absteht.

Der Gemeinderath wird in der Berathung über die Schulorganisation den verschiedenen Lehrern und Lehrerinnen den Grad anweisen, in welchem sie behufs Anwendung dieses Artikels rangieren.

Art. 6. Jede brevetierte Schulschwester einer Primärschule hat, außer einer möblierten Wohnung, Anspruch auf ein jährliches Gehaltsminimum von 800 Fr., welches auch die Zahl der schulpflichtigen Kinder sein mag.

Hat eine Ortschaft mehrere Schulschwester, so beträgt das Gehaltsminimum einer derselben 800 Fr. und dasjenige jeder andern 700 Fr.

Überdies hat die Schulschwester Recht auf eine

rémunération spéciale du chef des enfants en dehors de l'âge obligatoire. Cette rémunération est réglée conformément à l'art. 7 ci-après.

Art. 7. Tout instituteur, de même que toute institutrice, a droit à une rétribution mensuelle de 75 centimes par élève du chef des enfants de parents solvables au-dessus de l'âge scolaire obligatoire fréquentant l'école.

Cette rétribution sera payée directement par la commune à l'instituteur ou à l'institutrice, à la fin de l'année scolaire, et recouvrée conformément aux art. 46 et 47 de la loi du 20 avril 1881.

Pareille rétribution sera due par la commune du chef des enfants de parents indigents en dehors de l'âge obligatoire, mais cela pour autant seulement que le nombre total, tant des élèves susceptibles de fréquenter l'école que des élèves indigents en dehors de l'âge obligatoire, sera supérieur à quarante.

Dans ce dernier cas, il n'est dû d'indemnité que jusqu'à concurrence de ce dont le minimum de traitement de l'instituteur ou de l'institutrice, réuni au montant des rétributions faisant l'objet de la disposition qui précède, excédera le traitement lui alloué par la délibération organique des écoles.

Cet excédant restera en tout cas à la charge exclusive de la caisse communale.

Art. 8. Tout instituteur, toute institutrice laïque a droit, à défaut d'un logement convenable, à une indemnité de logement, laquelle sera au moins de 250 fr. par année pour les instituteurs et de 200 fr. pour les institutrices de la 4^e classe. Cette indemnité sera successivement majorée en faveur des instituteurs et des institutrices des écoles des classes supérieures, de telle sorte que la majoration représentera toujours au moins 25 pCt. de l'excédent du traitement fixe minimum du degré supérieur de la classe respective, sur le traitement fixe minimum de l'école de la dernière classe. L'indemnité de logement ainsi calculée sera attribuée à tous les instituteurs et respectivement à toutes les institutrices d'une même localité.

besondere Remuneration für nicht schulpflichtige Kinder. Diese Remuneration wird gemäß folgendem Art. 7 geregelt.

Art. 7. Jeder Lehrer sowie jede Lehrerin hat Anspruch auf ein monatliches Schulgeld von 0,75 Fr für jedes Kind zahlungsfähiger Eltern über dem schulpflichtigen Alter, das die Schule besucht.

Dieses Schulgeld wird dem Lehrer und der Lehrerin zu Ende des Schuljahres durch die Gemeinde direkt ausbezahlt und gemäß Art. 46 und 47 des Gesetzes vom 20. April 1881 erhoben.

Ein gleichhohes Schulgeld schuldet die Gemeinde für nicht schulpflichtige Kinder dürftiger Eltern, falls die Gesamtzahl sowohl der schulpflichtigen, als der dürftigen nichtschulpflichtigen Kinder vierzig übersteigt.

In letztem Falle ist eine Vergütung nur bis zu dem Betrage geschuldet, um welchen das in vorstehender Bestimmung erwähnte Schulgeld, vereinigt mit dem Gehaltsminimum des Lehrers oder der Lehrerin, das durch die Schulorganisation bewilligte Gehalt übersteigt.

Dieser Ueberschuß wird ausschließlich der Gemeindefasse zur Last bleiben.

Art. 8. Jeder Lehrer sowie jede weltliche Lehrerin hat, in Ermangelung einer anständigen Wohnung, Anspruch auf eine jährliche Wohnungsentuschädigung, welche zum wenigsten 250 Fr. für die Lehrer und 200 Fr. für die Lehrerinnen der vierten Klasse beträgt. Diese Entschädigung steigt zu Gunsten der Lehrer und Lehrerinnen an Schulen der höheren Klassen in dem Maße, daß die Zulage jedesmal wenigstens 25 pCt. des Ueberschusses des fixen Gehaltsminimums des Obergrades der resp. Klasse gegen das fixe Gehaltsminimum der Schule der letzten Klasse betragen muß. Die nach dieser Norm berechnete Wohnungsentuschädigung kommt jedem Lehrer, resp. jeder Lehrerin derselben Ortschaft gleichmäßig zu.

Les augmentations périodiques actuelles des communes ne pourront être réduites au préjudice de ceux des membres du personnel enseignant qui en jouissent en ce moment. Il en sera de même des indemnités de logement actuelles, aussi longtemps qu'il ne sera pas fourni de logement convenable en nature.

Le Gouvernement fixera, par arrêté ministériel, les conditions auxquelles devront répondre les logements et le mobilier visés par le présent article, de même que par l'art. 6 qui précède.

Art. 9. Tout instituteur communal a droit, après cinq années de service comme instituteur breveté, à un supplément de traitement de 100 fr. à charge de l'Etat; ce supplément sera de 200 fr. après 9 années de service, de 300 fr. après 13 années, de 400 fr. après 17 années, de 500 fr. après 21 années, de 600 fr. après 24 années, de 700 fr. après 27 années, et de 800 fr. après 30 années de service.

L'institutrice laïque aura droit, dans les mêmes conditions, à des suppléments de traitement à charge de l'Etat de resp. 75 fr., 150 fr., 225 fr., 300 fr., 375 fr., 450 fr., 525 fr. et 600 fr.

Ces suppléments sont majorés de 25 pCt. pour les instituteurs et les institutrices laïques qui dirigent une école de la dernière classe.

Toutefois, sur la proposition du conseil communal ou de l'inspecteur d'écoles, et après avis préalable de ces derniers, ainsi que du comité permanent de la Commission d'instruction, le Directeur général pourra, après avoir entendu l'instituteur ou l'institutrice dans leurs explications, suspendre, pour un temps qu'il jugera convenir, le paiement de nouveaux suppléments pour ancienneté de service.

Art. 10. Les instituteurs et les institutrices, porteurs d'un brevet de capacité autre que celui du 4^e rang, auront, du chef de ce brevet, droit à une prime annuelle qui leur sera payée par l'Etat. Cette prime sera :

pour les brevets de 3 ^e rang de	50 fr.
—	2 ^e » 100 »
—	1 ^{er} » 150 »

Die jetzigen periodischen Gehaltszulagen der Gemeinden dürfen nicht zum Nachteil derjenigen Mitglieder des Lehrpersonals, welche zur Zeit im Genuß derselben stehen, vermindert werden, desgleichen die jetzigen Wohnungsentanschädigungen, so lange nicht eine anständige Wohnung vorhanden ist.

Die in gegenwärtigem Artikel sowie in Art. 6 erwähnten Wohnungen und möblierten Wohnungen müssen den Bedingungen entsprechen, welche von der Regierung durch Ministerial-Erlass festgelegt werden.

Art. 9. Jeder Kommunal-Lehrer hat nach fünf Dienstjahren als brevetirter Lehrer Anspruch auf eine Gehaltszulage von 100 Fr., welche aus Staatsmitteln zu bestreiten ist. Diese Zulage wird nach 9 Jahren 200 Fr., nach 13 Jahren 300 Fr., nach 17 Jahren 400 Fr., nach 21 Jahren 500 Fr., nach 24 Jahren 600 Fr., nach 27 Jahren 700 Fr. und nach 30 Jahren 800 Fr. betragen.

Jede weltliche Lehrerin hat unter denselben Bedingungen Anspruch auf Staatszulagen von 75 Fr. bezw. 150 Fr., 225 Fr., 300 Fr., 375 Fr., 450 Fr., 525 Fr. und 600 Fr.

Diese Zulagen werden für die Lehrer und weltlichen Lehrerinnen der letzten Klasse um 25 pCt. erhöht.

Jedoch kann der General Director, auf den Vorschlag des Gemeinderathes oder des Schulinspectors, und auf deren Gutachten, sowie auf dasjenige des ständigen Ausschusses der Unterrichtskommission, nach Anhörung des Lehrers oder der Lehrerin, für eine durch ihn zu bestimmende Zeit, die Zahlung weiterer Alterszulagen einstellen.

Art. 10. Lehrer und Lehrerinnen, welche ein Fähigkeits-Brevet höhern als vierten Ranges besitzen, haben auf Grund dieses Brevets Anspruch auf eine jährliche, vom Staate zu zahlende Prämie. Diese Prämie beträgt :

für ein Brevet 3. Ranges	50 Fr.
—	2. „ 100 „
—	1. „ 150 „

Les primes dont s'agit sont considérées comme faisant partie intégrante du traitement, et, comme telles, sujettes à la même retenue que ce dernier.

Art. 11. Il est loisible aux communes de désigner un ou plusieurs instituteurs ou institutrices suppléants des écoles primaires à titre permanent. Ces instituteurs et institutrices seront régis par les mêmes dispositions légales que les instituteurs et institutrices effectifs. Ils auront droit aux mêmes avantages de la part de l'État et des communes que les instituteurs et institutrices effectifs de la même localité.

Art. 12. Tout instituteur ou toute institutrice laïque d'une école primaire supérieure chargés d'au moins 18 heures de classe par semaine assignées en majeure partie à l'enseignement des branches autres que les arts graphiques, la calligraphie, la musique, le chant et les travaux manuels, auront droit à un minimum de traitement qui dépassera de 200 fr. le minimum de traitement du degré supérieur de la classe dans laquelle rangent les écoles primaires de la localité respective, et en tout cas à un minimum de traitement de 2200 fr. et resp. de 1600 fr.

Le traitement minimum de l'instituteur en chef, ou de l'institutrice laïque en chef, dépassera de 100 fr. celui des autres instituteurs ou institutrices laïques de l'établissement.

L'indemnité de logement sera la même que celle des instituteurs primaires et respectivement des institutrices primaires laïques de la localité.

Toute institutrice religieuse brevetée d'une école primaire supérieure remplissant les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article, aura droit, indépendamment du logement avec mobilier, à un minimum de traitement annuel qui dépassera de 100 fr. le minimum de traitement des institutrices religieuses des écoles primaires, tel qu'il est fixé dans l'art. 6 de la présente loi.

Art. 13. Les dispositions des art. 9 et 10 de la présente loi sont applicables aux instituteurs,

Die vorerwähnten Prämien sind als integrierender Teil des Gehaltes anzusehen, und als solche denselben Abzügen wie das Gehalt unterworfen.

Art. 11. Es ist den Gemeinden nicht unbenommen, einen oder mehrere Ersatzlehrer oder Ersatzlehrerinnen dauernd anzustellen, auf welche alsdann dieselben gesetzlichen Bestimmungen anwendbar sind wie auf die wirklichen Lehrer und Lehrerinnen, und welche seitens des Staates und der Gemeinden Recht auf die nämlichen Vorteile haben wie die wirklichen Lehrer und Lehrerinnen derselben Ortschaft.

Art. 12. Jeder Lehrer sowie jede weltliche Lehrerin einer Oberprimärschule, welche wöchentlich mit wenigstens 18 Lehrstunden vorwiegend in andern Unterrichtszweigen als denen der graphischen Künste, der Kalligraphie, der Musik, des Gesanges und der Handarbeiten betraut sind, haben Recht auf ein um 200 Fr. höheres Gehaltsminimum als dasjenige des Obergrades der Klasse in welche die betreffende Ortschaft gehört, jedenfalls aber auf ein Minimalgehalt von 2200 resp. 1600 Fr.

Das Minimalgehalt des Oberlehrers oder der weltlichen Oberlehrerin übersteigt dasjenige der übrigen Lehrer resp. weltlichen Lehrerinnen der Anstalt um 100 Fr.

Die Wohnungsentschädigung ist derjenigen der übrigen Lehrer resp. Lehrerinnen der betreffenden Ortschaft gleichgestellt.

Jede brevetirte Schulschwester einer Oberprimärschule, welche die in Absatz 1 dieses Artikels vorgesehenen Bedingungen erfüllt, hat außer einer möblierten Wohnung, Anspruch auf ein jährliches Gehaltsminimum, welches das durch Art. 6 festgesetzte Gehaltsminimum der Schulschwestern der Primärschulen um 100 Fr. übersteigt.

Art. 13. Die Bestimmungen der Art. 9 und 10 des gegenwärtigen Gesetzes sind auf geistliche

tant ecclésiastiques que laïques des écoles primaires supérieures communales, ainsi qu'aux institutrices laïques des mêmes écoles, tels qu'ils sont déterminés dans l'alinéa 1^{er} de l'art 12 de la présente loi.

Les diplômes, certificats de maturité ou certificats de capacité délivrés au personnel enseignant de ces écoles seront, pour l'application de l'art. 10, et après avis préalable de la Commission d'instruction, assimilés, selon les cas, soit au brevet de capacité du 2^e rang, soit à celui du 1^{er} rang.

Art. 14. Les traitements communaux du personnel enseignant seront payés par mois.

Ils seront dus pour le mois entier une fois commencé, et liquidés au commencement du mois pour lequel ils sont dus.

Lorsque l'instituteur ou l'institutrice changent de résidence, leur traitement cessera de courir à charge de la commune ou section de commune qu'ils quittent, à partir de la fin du mois pendant lequel a lieu la mutation. La commune ou section de commune au service de laquelle l'instituteur ou l'institutrice sera nouvellement entré, devra le traitement pour tout le mois pendant lequel a eu lieu l'entrée en fonctions, à moins que l'instituteur ou l'institutrice n'aient touché pour ce mois un traitement d'instituteur dans une autre commune ou section de commune.

Les suppléments et primes de brevet ne sont dus que pour le temps que l'instituteur ou l'institutrice est en activité de service. Le membre du personnel enseignant qui obtient un congé d'au moins trois mois, pour tout autre motif que pour motif de santé, perd tout droit aux suppléments de traitement et primes de brevet pour toute la durée de son congé.

Art. 15. Des subsides sont accordés par l'Etat aux communes en faveur de l'instruction primaire.

A cet effet, une somme de 470,000 fr. sera annuellement portée au budget de l'Etat.

Il sera alloué un subside supplémentaire de 52,000 fr. aux communes pour l'exercice budgétaire

und weltliche Lehrer sowie auf die weltlichen Lehrerinnen der Kommunal-Oberprimärschulen anwendbar, falls selbe die durch Art. 12 Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Die Diplome, Reife- oder Fähigkeitszeugnisse, welche das Lehrpersonal dieser Schulen besitzt, werden beaufs Anwendung des Art. 10 und nach eingeholtem Gutachten der Unterrichts-Kommission, je nach Umständen, dem Fähigkeitsbrevet des 2. oder 1. Ranges gleichgestellt.

Art. 14 Die Kommunalgehälter des Lehrpersonals werden monatlich ausbezahlt.

Sie sind für den einmal begonnenen Monat ganz zu zahlen, und werden zu Anfang des Monats, für welchen sie geschuldet sind, liquidiert.

Ändern Lehrer oder Lehrerinnen ihren Wohnsitz, so hört das Gehalt zu Last der Gemeinde oder Gemeinde-sektion, welche sie verlassen, mit Ablauf des Monats, in welchem der Wechsel stattfindet, auf. Die Gemeinde oder Gemeinde-sektion, in welcher der Lehrer oder die Lehrerin neu eintritt, schuldet das Gehalt für den ganzen Monat, innerhalb dessen der Eintritt der neuen Stellung erfolgt ist, es sei denn, daß der Lehrer oder die Lehrerin für denselben Monat ein Gehalt in einer anderen Gemeinde oder Gemeinde-sektion bereits bezogen haben.

Die Lehrer und Lehrerinnen können die Alterszulagen und Brevetprämien nur für die Zeit, wo sie im Amte sind, beanspruchen. Erhält ein Mitglied des Lehrpersonals außer als aus Gesundheitsrück-sichten einen Urlaub von wenigstens drei Monaten, so verliert es jedes Recht auf Gehaltszulagen und Brevetprämien für die ganze Dauer desurlaubes.

Art. 15. Den Gemeinden werden seitens des Staates Subsidien zu Gunsten des Primärunterrichtes bewilligt.

Zu diesem Behufe wird jährlich in das Staatsbudget eine Summe von 470,000 Fr. eingetragen.

Außerdem wird den Gemeinden ein Supplementar-Subsid von 52,000 Fr. für das Budget-

taire dans lequel, par suite de l'effet de la présente loi, elles auront à faire face simultanément aux charges nouvelles pour deux années scolaires.

Art. 16. Un règlement d'administration publique déterminera la répartition des subsides entre les communes, d'après des principes uniformes.

Art. 17. Le Gouvernement pourra ordonner d'office le dédoublement de toute école ayant plus de soixante-dix élèves, susceptibles de fréquenter l'école. Il est autorisé à prendre d'office, et aux frais de la commune, toutes les mesures nécessaires à ces fins.

Les élèves admis à l'école en vertu de l'art. 31 de la loi du 20 avril 1881 sur l'enseignement primaire, sont à considérer comme enfants au-dessous de l'âge obligatoire ; leur admission à l'école pourra être refusée, si le local n'est pas suffisamment vaste.

L'admission à l'école des enfants au-dessus de l'âge obligatoire ne peut être refusée par l'administration communale, et leur exclusion de l'école ne peut être prononcée qu'en vertu des lois et règlements scolaires. Dès leur entrée à l'école, ces enfants ont les mêmes droits et devoirs que ceux de l'âge obligatoire.

Art. 18. L'indemnité annuelle du secrétaire de la Commission d'instruction est fixée à 1600 fr.

Art. 19. S'il surgit des difficultés au sujet de la fixation des traitements et émoluments accordés au personnel enseignant par la présente loi, le Directeur général du service afférent statuera, le commissaire de district, le comité permanent de la Commission d'instruction et le conseil communal entendus.

Art. 20. La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1906.

Il est alloué au budget de l'Etat de 1906 une somme de 52,000 fr. à rattacher à l'art. 205 et une somme de 86,000 fr. à rattacher à l'art. 208.

Art. 21. L'art. 2 de la loi du 6 juin 1898 est abrogé.

jahr bewilligt, in welchem sie die ihnen durch gegenwärtiges Gesetz auferlegte Mehrlasten für zwei Schuljahre zugleich zu bestreiten haben.

Art. 16. Durch ein öffentliches Verwaltungsreglement wird die Vertheilung der Subsidien unter die Gemeinden nach gleichförmigen Grundfäßen geregelt.

Art. 17. Die Regierung kann von Amtswegen die Zweiteilung jeder Schule von mehr als siebenzig schulpflichtigen Kindern anordnen. Sie ist befugt, von Amtswegen alle zu diesem Zwecke erforderlichen Maßregeln und zwar auf Kosten der Gemeinde zu treffen.

Die gemäß Art. 31 des Schulgesetzes vom 20 April 1881 aufgenommenen Kinder sind als Schüler unter dem schulpflichtigen Alter zu betrachten ; die Gemeinde kann deren Aufnahme in die Schule verweigern, falls die Räumlichkeiten unzulänglich sind.

Die Gemeindeverwaltung kann die Aufnahme der Kinder über dem schulpflichtigen Alter nicht verweigern, und deren Ausschließung kann nur kraft der Schulgesetze und Reglemente erfolgen. Vermöge ihrer Aufnahme haben diese Kinder gleiche Rechte und Pflichten wie die schulpflichtigen.

Art. 18. Die jährliche Entschädigung des Sekretärs der Unterrichts-Kommission ist auf 1600 Fr. festgesetzt.

Art. 19. Wenn bei Festsetzung der dem Lehrpersonal durch gegenwärtiges Gesetz bewilligten Gehälter und Vergütungen Schwierigkeiten entstehen, so entscheidet der zuständige General-Direktor, nach Anhörung des Distriktskommissars, des ständigen Ausschusses der Unterrichts-Kommission sowie des Gemeinderathes.

Art. 20. Gegenwärtiges Gesetz tritt vom 1. Januar 1906 ab in Kraft.

Auf das Staatsbudget von 1906 sind Kredite von 52,000 Fr. und von 86,000 Fr. bewilligt, welche auf Art. 205 resp. 208 zu verrechnen sind.

Art. 21. Art. 2 des Gesetzes vom 6. Juni 1898 ist abgeschafft.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Saint-Blasien, le 7 août 1906.

GUILLAUME.

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH

Avis. — Notariat.

En exécution de l'art. 70 de l'ordonnance royale grand-ducale sur le notariat, la famille de M. Geib, notaire à Mondorf-les-Bains, a désigné le notaire Kuborn de Wiltz comme dépositaire définitif de ses minutes dont M. Geib était dépositaire avant son déplacement à Mondorf.

Luxembourg, le 4 août 1906.

Pour le Ministre d'Etat,
Le Directeur général des travaux publics,
CH. DE WAHA.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen.

Par arrêté grand-ducal en date du 31 juillet dernier MM. les professeurs de 3^e classe J.-Edm. Klein, du gymnase de l'Athénée, et Emile Kowalsky, du gymnase de Diekirch, ont été promus aux fonctions de professeurs de 2^e classe.

Luxembourg, le 3 août 1906.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, la modification suivante apportée à l'art. 29 des statuts de la *caisse régionale de maladie du canton de Grevenmacher* a été approuvée, avec effet rétroactif au 8 juillet 1906.

Art. 29. Ein Eintrittsgeld im Betrage von Fr. 2 für die drei ersten Klassen und von Fr. 1 für die drei letzten Klassen wird für von demjenigen neu beitretenden Mit-

Luxembourg, le 1^{er} août 1906.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.
Saint Blasien, den 7. August 1906.

Wilhelm.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung. — Notariat.

Zu Gemäßheit des Art. 70 der Kgl. Großh. Ordonnance über das Notariat, hat die Familie des Hrn. Geib, Notar zu Bad-Mondorf, Hrn. Notar Kuborn von Wiltz zum definitiven Depositar der Urkunden, deren Depositar Hr. Geib vor seiner Versetzung nach Mondorf gewesen, ernannt.

Luxemburg, den 4. August 1906.

Für den Staatsminister,
Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
K. de Waha.

Bekanntmachung. — Höherer und mittlerer Unterricht.

Durch Großh. Beschluß vom 31. Juli letztbin sind die H. S. F. Edm. Klein, Professor 3. Klasse am Gymnasium des Athenäums, und Emil Kowalsky, Professor 3. Klasse am Gymnasium zu Diekirch, zu Professoren 2. Klasse befördert worden.

Luxemburg, den 3. August 1906.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist nachstehende an Art. 29 des Statuts der Bezirkskrankenkasse für den Kanton Grevenmacher vorgenommene Aenderung genehmigt worden, mit rückwirkender Kraft auf den 8. Juli 1906.

gliedern erhoben, welche seit *einem Jahre* keiner andern Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern bei dem Eintritt in die Kasse zu entrichten.

Luxemburg, den 1. August 1906.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen. 49a

Avis. — Bourses d'études.

Les bourses d'études ci-après désignées seront vacantes à partir du 1^{er} octobre prochain, savoir :

- les trois bourses de la fondation *Aldringen* ;
- une bourse de la fondation *Gaderius* ;
- la bourse *Simony* ;
- la bourse *Putz de Lollange* ;
- la bourse *Anne Noblet* ;
- la bourse pour études universitaires de la fondation *Seyler*, réservée à un jeune homme sans fortune de la ville de Luxembourg ;
- la bourse de la fondation *Bingen* ;
- la bourse de la fondation *Anne Wurth* ;
- la bourse de la fondation *Paul-Joseph Neumann* ;
- deux bourses de la fondation *Kleyr* ;
- la bourse de la fondation *Berens* ;
- la bourse de la fondation *Augustin-Neuman* ;
- la bourse de la fondation *Théod. Pescatore* ;
- la bourse de la fondation *Conzémius* ;
- la bourse de la fondation *Huguenin frères* ;
- la bourse de la fondation *Lippmann* ;
- une bourse de la fondation *Heuschling* ;
- la bourse de la fondation *Sophie Servus* ;
- la bourse de la fondation *Forschler* ;
- la bourse de la fondation *Barnig* ;
- la bourse de la fondation *Michel Muller* ;
- les deux bourses libres ;
- les six bourses de la fondation *Milius*.

Les prétendants à la jouissance de ces bourses sont invités à me faire parvenir leur demandes pour le 1^{er} octobre prochain au plus tard.

Les demandes contiendront : 1^o la désignation du fondateur ; 2^o l'indication des nom, prénoms et domicile des postulants ; 3^o la mention de la qualité en laquelle ils sollicitent ; 4^o l'indication des études qu'ils comptent faire et de l'établissement d'instruction qu'ils fréquentent ou qu'ils se proposent de fréquenter.

Les requêtes seront accompagnées de toutes les pièces propres à établir, soit la parenté des pétitionnaires avec l'auteur des fondations soit les autres titres donnant droit à la jouissance des bourses. Les postulants à titre de parenté

Bekanntmachung. — Studienbörsen.

Nachstehende Studienbörsen werden vom 1. Oktober k. fällig :

- die drei Börsen der Stiftung Aldringen ;
- eine Börse der Stiftung Gaderius ;
- die Börse Simony ;
- die Börse Putz von Lollange ;
- die Börse Anna Noblet ;
- die Börse der Stiftung Seyler, für Universitätsstudien, zu Gunsten eines unbemittelten Studenten aus Luxemburg ;
- die Börse der Stiftung Bingen ;
- die Börse der Stiftung Anna Wurth ;
- die Börse der Stiftung Paul Joseph Neumann ;
- zwei Börsen der Stiftung Kleyr ;
- die Börse der Stiftung Berens ;
- die Börse der Stiftung Augustin-Neuman ;
- die Börse der Stiftung Theodor Pescatore ;
- die Börse der Stiftung Conzémius ;
- die Börse der Stiftung Gebrüder Huguenin ;
- die Börse der Stiftung Lippmann ;
- eine Börse der Stiftung Heuschling ;
- die Börse der Stiftung Sophie Servais ;
- die Börse der Stiftung Forschler ;
- die Börse der Stiftung Barnig ;
- die Börse der Stiftung Michel Müller ;
- die zwei Freistipendien ;
- die sechs Börsen der Stiftung Milius.

Bewerber um den Genuß dieser Börsen haben mir ihre Gesuche bis spätestens den 1. October k. zukommen zu lassen.

In den Gesuchen ist anzugeben : 1^o Name des Stifters ; 2^o Namen, Vornamen und Wohnsitz der Bewerber ; 3^o die Eigenschaft, in welcher diese auftreten ; 4^o die Studien, denen sie sich widmen wollen, sowie die Unterrichtsanstalt, welche sie besuchen oder zu besuchen beabsichtigen.

Den Gesuchen müssen alle Belege beigefügt werden, die entweder die Verwandtschaft der Bewerber mit dem Stifter darthun, oder irgend welchen Anspruch auf den Genuß der Börsen begründen. Die auf Grund ihrer Verwandtschaft

sont tenus de joindre aux pièces prouvant leur filiation, un crayon généalogique de leur famille.

Luxembourg, le 9 août 1906.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST

Avis. — Associations judiciales.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, les sociétés ci-après ont déposé au secrétariat de la commune où se trouve établi leur siège social, l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domicile des administrateurs et de tous les associés, à savoir :

1° sociétés locales agricoles de Colmar-Berg, Ernster, Heiderscheid, Hautcharage, Wiltz-Rullingen ;

2° la société locale agricole et viticole de Niederdonven ;

3° la société de laiterie de Munshausen.

Luxembourg, le 9 août 1906

Pr. le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :
Le Directeur général des travaux publics,
Ch. DE WAHA

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 28 juillet au 4 août 1906.

N ^o d'ordre	CANTONS.	LOCALITES.						Affections puerperales.
			Fièvre typhoïde	Dipl- terrie.	Coque- luche.	Scarla- tine.	Variole.	
1	Luxembourg.	Donneldange.	»	1	»	»	»	»
2	Clervaux.	Hosingen.	»	2	»	»	»	»
3	Wiltz.	Grumelscheid.	1	»	»	»	»	»
4	Echternach	Echternach.	3	1	»	»	»	»
5	Remich.	Remerschen. Rollng.	»	»	»	11	»	»
		Total . . .	4	4	1	11	»	»

Luxembourg, le 7 août 1906.

auftretenden Bewerber haben überdies den Belegstücken ihren Stammbaum beizufügen.

Luxemburg, den 9. August 1906.

Der General-Direktor der Finanzen,
W. Mogenast.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

In Gemäßheit des Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 haben nachstehende Syndikatsgenossenschaften auf dem Secretariate der Gemeinde, in welcher sich ihr Sitz befindet, ein Duplikat der einregistrierten Privaturkunde nebst einem Verzeichnisse, welches Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsrate, sowie sämtlicher Mitglieder enthält, hinterlegt :

1° die landwirtschaftlichen Lokalvereine von Colmar-Berg, Ernster, Heiderscheid, Oberferschen, Wiltz, Rullingen ;

2° der Lokalverein für Landwirtschaft und Weinbau von Niederdonven ;

3° die Molkereigenossenschaft von Munshausen.

Luxemburg, den 9. August 1906.

Für den Staatsminister, Präsidenten
der Regierung :
Der General-Direktor der öffentlichen Bauten,
A. de Waha.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen, vom 28. Juli bis zum 4. August festgestellten ansteckenden Krankheiten.

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Über das Verfahren bei Nacherhebung und Zurückerstattung von Zöllen, gemeinschaftlichen Verbrauchssteuern und Gebühren sind folgende Bestimmungen ergangen:

1. Zuviel erhobene Zollbeträge sind zurückzuzahlen, wenn sie mehr als 10 Pfennig betragen und der Anspruch auf Rückzahlung innerhalb der vom Tage der Zollentrichtung an zu rechnenden Verjährungsfrist schriftlich oder mündlich angemeldet wird. Beträge von drei Mark oder darüber, deren Überhebung vor Eintritt der Verjährung festgestellt worden ist, sind auch ohne Antrag zurückzuzahlen. Hinsichtlich der bei der Registerprüfung sich ergebenden Überhebungen gilt als Tag der Feststellung der Tag, an dem die Absendung der Prüfungsverhandlung verfügt wird. Gebt der zum Empfange Berechtigte den zur Rückzahlung angewiesenen Betrag innerhalb eines der Verjährungsfrist entsprechenden Zeitraums, vom Tage der Anweisung an gerechnet, nicht ab, so ist der Betrag als heimgefallen zu behandeln.

Zu wenig erhobene Zollbeträge sind nachzuerheben, wenn sie mehr als 10 Pfennig betragen und die Nachforderung innerhalb der Verjährungsfrist erfolgt.

Bei der Entscheidung über die Rückzahlung oder Nacherhebung ist jeder Beleg insofern als ein für sich abgeschlossenes Ganzes zu behandeln, als innerhalb desselben für jeden Warenempfänger die zu viel und die zu wenig erhobenen Beträge zusammengerechnet und diese so gefundenen Summen gegeneinander abgeglichen werden. Die sich alsdann ergebenden Schlusssummen sind für die Entscheidung maßgebend.

2. Die Bestimmungen unter 1 finden auf die Behandlung von Rückzahlungen und Nacherhebungen bei den gemeinschaftlichen Steuern, der statistischen Gebühr und den bei der Verwaltung der Zölle und Steuern zu erhebenden Gebühren entsprechende Anwendung. Soweit bei einzelnen Abgaben eine Verjährungsfrist des Erstattungsanspruchs nicht vorgesehen ist, erfolgt die Rückzahlung überhöhter Beträge von drei Mark oder darüber von Amtswegen, wenn die Überhebung binnen Jahresfrist von der Erhebung an gerechnet festgestellt wird; der angewiesene Betrag ist innerhalb eines Jahres vom Tage der Anweisung an abzuheben.

Eine Nachforderung von Gebühren darf nur innerhalb Jahresfrist, vom Tage der Fälligkeit an gerechnet, erfolgen.

3. Im Abs. 1 des § 11 der Zollstundungsordnung ist hinter dem zweiten Satze als dritter Satz einzufügen:

„Hinsichtlich der bei der Registerprüfung sich ergebenden Überhebungen gilt als Tag der Feststellung der Tag, an dem die Absendung der Prüfungsverhandlung verfügt wird.“

Luxemburg, den 3. August 1906.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Caisse d'épargne. — A la date du 9 août 1906, les livrets n^{os} 59099, 56450 et 406765 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 10 août 1906.